

[Texte]

choice, and to foster opportunities so that such choice can be exercised to the full.

We have, pursuing objections, established an internal policy. We happen to have a situation where this is possible. Whether the Treasury Board or the government should order every institution of government to do what we did is a moot point. I would argue that a lot of them are not ready to do what we have done. It has taken us, as the Commissioner of Official Languages knows, several years to reach the stage where we can say every decision letter of the Treasury Board will be in both official languages. Every submission that is made to the board can be in either official language. A Treasury Board official can make a presentation to the board in either language. All of the things we talk about in the policy are now possible.

What we would hope is to urge agencies to move as quickly as they can towards improvements. But I believe the government, in its response, indicated they did not feel it could move on a universal basis, as the committee recommended. If I misinterpreted the recommendation of the committee, I apologize.

There is no difference of view about the objective. I think there is a general regret that we are not able to move more quickly in all the agencies of government than we have.

Le coprésident (M. Gauthier): Si je peux en venir à être un peu plus précis. Mais je pense que vous avez répondu à ma question; vous n'avez peut-être pas été capable de l'exprimer aussi clairement que je le voulais, mais... À la page 4 de la lettre du premier ministre on dit, et je cite:

Le recoupement des droits et des obligations entre surveillants et employés ajoute encore aux difficultés. En somme, la situation linguistique est beaucoup moins simple que la recommandation semble le reconnaître.

Et plus loin dans la lettre, le premier ministre dit, et je cite:

Il est souvent difficile de fixer un juste équilibre. Le gouvernement reconnaît toutefois le besoin d'éclaircir cette question complexe.

Bon! Je ne vois pas de complexité là avec le Conseil du trésor. Vous avez répondu que vous adoptez intégralement l'esprit, en tout cas, des recommandations 7 et 8 de notre rapport.

Mais je vous parle comme chargé par le gouvernement de la mise en oeuvre de la politique linguistique dans les ministères.

Le commissaire aux langues officielles a effectué une étude sur la langue de travail. Je veux simplement citer un exemple. Je voudrais avoir votre réaction là-dessus. Il a parlé de masse critique, il a parlé également d'un plan. Êtes-vous au courant de ce rapport du commissaire? Qu'avez-vous fait justement pour établir ces plans de mise en oeuvre?

M. Aquilina: Monsieur le président, en ce qui concerne les plans, je pense que M. Manion, lors de sa déclaration a indiqué

[Traduction]

leur choix, et à multiplier leurs chances d'exercer cette prérogative en plénitude.

Suite à certaines objections, nous avons établi une politique interne. Il se trouve que cela est possible dans notre cas. La question de savoir si le Conseil du Trésor ou le gouvernement devrait ordonner à chaque organisme gouvernemental de faire ce que nous avons fait est discutable. Je dirais que beaucoup d'organismes gouvernementaux ne sont pas prêts à faire ce que nous avons fait. Comme le Commissaire aux langues officielles le sait, il nous a fallu plusieurs années pour pouvoir dire que chaque lettre de décision du Conseil du Trésor sera dans les deux langues officielles. Chaque soumission présentée au Conseil peut être dans l'une ou l'autre des langues. Un agent du Conseil du Trésor peut faire un exposé au Conseil en anglais ou en français. Toutes les choses dont il est question dans la politique sont maintenant possibles.

Nous espérons encourager les organismes à faire des progrès aussi rapidement que possible. Mais dans sa réponse, le gouvernement a dit qu'il ne pouvait pas recommander la mise en oeuvre universelle de la recommandation, comme le Comité l'aurait souhaité. Si j'ai mal compris la recommandation du Comité, je m'en excuse.

Il n'y a pas divergence d'opinions pour ce qui est de l'objectif. Je pense qu'en général on regrette de ne pas pouvoir prendre des mesures plus rapidement dans tous les organismes gouvernementaux.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Perhaps I could be more specific. I do think you have answered my question, however. Perhaps you were not able to phrase it as clearly as I would have liked, but... We read the following at page 4 of the Prime Minister's letter:

The interplay of rights and obligations of a supervisor and those supervised introduces further complexities.

And further on, the Prime Minister says:

The point of balance is not easily determined in many circumstances but the government recognizes the need to clarify this complex matter.

All right! I do not see any complexity as regards Treasury Board. You have said that you are adopting at least the spirit of recommendations 7 and 8 of our report.

But I am speaking to you in your capacity as the agency responsible for implementing language policy in the departments.

The commissioner of official languages conducted a study on language of work. Let me just give you one example and ask for your opinion on it. The commissioner talked about critical mass and about plans. Are you familiar with the commissioner's report? What exactly have you done to establish implementation plans?

Mr. Aquilina: Mr. Chairman, I believe Mr. Manion stated in his remarks that we intend to require all departments to